**Appel à Candidature**

**RECRUTEMENT D’UN CONSULTANT POUR L’ETUDE DE BASE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de publication** | **11 octobre 2021** |
| **Code** | **ZOA - RDC/SK/2021/TRIDE/00 101** |
| **Zone d’intervention** | **Sud Kivu (Uvira et Kalehe) et Nord Kivu (Masisi, Nyiragongo et Rutshuru)** |
| **Supervision de l’étude de base** | **Team Leader et les coordinateurs de programme des partenaires du consortium en coordination avec le responsable de la qualité du programme ZOA RDC** |
| **Type du contrat** | **Consultance** |
| **Période de l’étude de base** | **1 novembre 2021-31 décembre 2021** |
| **Date limite de soumission du proposition technique et financière de l’évaluation de base** | **25 octobre 2021** |
| **Date limite de soumission** **du document final de l’évaluation de base** | **31 Décembre 2021** |

*ZOA, est une organisation Chrétienne fournissant de l’appui humanitaire à des personnes déplacées et victimes de conflits et des désastres, sans discrimination de religion, tribu et position sociale. L’organisation est spécialisée dans le domaine de rétablissement socio-économique, tout en propulsant un environnement propice pour le développement durable et la résilience des communautés ciblées. ZOA emploie environ 850 personnes à travers le monde avec son siège basé au Pays-Bas.*

*En RD Congo, ZOA travaille dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les programmes sont axés sur la stabilisation avec focus thématique – Dialogue Démocratique, Développement socio-économique (Chaines de valeur agricoles, Emploi des jeunes) Résolution des conflits ; Accès à la terre/Foncier, Réhabilitation des infrastructures hydroagricoles avec une Approche sensible aux conflits, au genre et s’appuyant sur le renforcement des institutions et organisations locales.*

*Le consortium TRIDE, regroupant les organisations ZOA (lead), Agriterra et VNGI, met en œuvre un programme de sécurité alimentaire et de gestion intégrée des ressources en eau nommé "TRIDE" (Transition pour un développement inclusif dans l’Est de la RDC) au Nord et au Sud Kivu.*

*Ce programme de 48 mois (juillet 2021-juin 2025) vise à atténuer l'insécurité et l'instabilité en favorisant le développement économique local à travers la gestion intégrée des ressources en eau, le développement des chaines de valeur, un meilleur accès à la terre et aux marchés. En plus de la promotion de la bonne gouvernance au niveau local, dans la perspective de traiter les causes profondes des conflits inter-ethniques, les problèmes d'insécurité (groupes armés) et autres formes de tracasseries pour un développement harmonieux et durable de l'économie locale ; les principaux résultats du projet TRIDE sont :*

* *Résultat 1 : L'accès à la terre par les petits exploitants est accru, la sécurité d'occupation des petits exploitants est améliorée et les conflits liés à la terre sont réduits.*
* *Résultat 2 : La gestion intégrée des ressources en eau est renforcée pour promouvoir des systèmes agricoles résilients au Nord et au Sud-Kivu.*
* *Résultat 3 : L'économie locale est revitalisée par des chaînes de valeur inclusives et rentables et le développement de systèmes de marché.*

*TRIDE s’inscrit dans une approche ascendante qui renforce les capacités des membres de communautés pour plus d'ingéniosité et d'autonomisation. De même, ce projet mettra à l’échelle diverses leçons apprises pendant l’implémentation des projets précédents dans la zone d’intervention* (*Sud Kivu : Uvira et Kalehe ; Nord Kivu : Masisi, Rutshuru et Nyiragongo).*

**Introduction de l’étude de base**

*L’étude de base c’est une activité clé dans la démarche du projet TRIDE (Transition pour un développement inclusif dans l’Est de la RDC) pour établir l’état des lieux actuel qui permettra après de mesurer les performances et les résultats atteints dans la gestion efficace des aspects fonciers et d’accès à la terre pour les petits paysans, la gestion intégrée des ressources en eau et la sécurité alimentaire ; le développement de l’économie locale à travers les chaines de valeur et le système de marchés, dans les deux provinces d’intervention.*

*L’étude de base est la mesure de départ des indicateurs des résultats du projet TRIDE dans les dimensions quantitatives et qualitatives. Cette étude de base couvre les domaines de résultats et d'impact et les activités qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet TRIDE par les partenaires du consortium. L’étude de base de base sera le point de départ pour le suivi de la progression de la mise en œuvre, et la mesure des résultats et de l'impact.*

*L’étude de base inclut aussi une évaluation des capacités des acteurs locaux (autorités locales, organisations de mise en œuvre et groupes d'utilisateurs) à mesurer les changements lors de l'évaluation à mi-parcours et finale : ce qu'ils ont gagné et appris en faisant partie de ce projet.*

*Les données de suivi seront utilisées pour le rapport trimestriel dans IATI et dans le rapport annuel au bailleur (Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas à travers son Ambassade de Kigali). Les informations doivent donc correspondre au contenu et à la régularité des exigences de rapport. Les données sont importantes pour informer la planification (semi-)annuelle. Les données de suivi doivent être liées aux unités territoriales concernées. Il est en outre prévu de procéder à une évaluation à mi-parcours afin d'analyser les progrès réalisés et d'apporter d'éventuelles corrections aux différentes stratégies, ainsi qu'à une évaluation finale pour mesurer, outre les performances, les résultats et l'impact. Les données de base seront utilisées comme source de référence pour la responsabilité et l'apprentissage au sein du projet.*

*TRIDE s'appuie sur les expériences et les enseignements tirés des interventions de développement dans le passé. Le consultant doit, dans la mesure du possible, utiliser les informations de base existantes et se concentrer sur la mise à jour des informations et le comblement des lacunes. TRIDE s'aligne sur les plans de développement et les visions de la province en harmonie avec d'autres projets de développement du même et d'autres bailleurs.*

*Il est demandé au consultant de réviser le cadre de suivi et évaluation de TRIDE et de le rendre simple et possible d’être exécuté avec les ressources et le personnel existants. Le consultant proposera un mécanisme/système de suivi approprié et recommandera comment le suivi de TRIDE peut être aligné sur les cadres provinciaux et les autres projets.*

***Objectifs de l'étude de base***

*Objectif :*

*L'étude de base établira la situation actuelle en termes d'accès à la terre, de sécurité alimentaire, de nutrition, de gestion intégrée de l'eau, de chaînes de valeur, de développement coopératif, de soutien social, d'accès au financement, de gouvernance. Elle fournit une image du paysage agraire, de la condition paysanne et de l'environnement favorable qui montre comment fonctionne le système de production pour la survie et le développement économique.*

*Objectifs spécifiques :*

* *Connaître la situation en termes quantitatifs et qualitatifs concernant les différents domaines de résultats au début du projet ;*
* *Réfléchir de manière critique sur l’analyse du contexte, la théorie du changement, les stratégies choisies et les acteurs clés choisis pour les différents résultats dans la proposition du projet;.*
* *Montrez comment une approche sensible au genre, aux conflits et à l'inclusion sociale peut être mise en œuvre et mesurée ;*
* *Formuler des recommandations pour améliorer les stratégies afin d'atteindre les objectifs et un système de suivi approprie pour ce projet intégrée (matériel et logiciel) ;*
* *Générer des données et la description de l’état de lieu des groupes cible et son contexte à utiliser pour l'établissement de rapports, la communication avec le groupe cible et d'autres parties prenantes et l'apprentissage.*

*Tâches du consultant :*

1. *Analyser la problématique et la théorie du changement proposées par TRIDE et formuler des recommandations d'amélioration ;*
2. *Sélectionner des indicateurs smart et stratégiques qui donnent une bonne impression de l'avancement de la mise en œuvre et des résultats d’interventions ;*
3. *Commenter chaque domaine de résultats par une analyse de la situation : une image générale des principales chaînes de valeur, de l'environnement et des ressources naturelles.*
4. *Distinguer et décrire les catégories socio-économiques des ménages et comment elles sont affectées par les interventions ;*
5. *Décrire le contexte de chaque territoire : agro-écologique, politique et économique, les acteurs du développement ;*
6. *Analyser les risques socio-économiques des ménages et leurs implications pour les options de développement ;*
7. *Suggérer des changements ou des activités supplémentaires en accord avec la stratégie d'intervention ;*
8. *Utiliser le cadre de suivi : confirmer ou adapter les indicateurs et mesurés l’état actuelle;*
9. *Simplifier et améliorer le cadre de suivi (réduction du nombre d'indicateurs, faisabilité de la mise en œuvre, prenant au compte la sensibilité au genre, à l'inclusion sociale et aux conflits, et la durabilité environnementale) ;*
10. *Recenser les connaissances, pratiques et attitudes des personnes concernant la terre, la dégradation des terres, les chaines de valeurs, la GIRE, les coopératives, le renforcement institutionnel.*
11. *Concevoir la base de référence Utiliser le cadre de résultats du Ministère des Affaires étrangères / prendre en compte l'exigence d'information IATI.*
12. *Recommander, en coordination avec TRIDE, les cibles (mesures) à atteindre par indicateur ;*
13. *Analyser les risques et les défis du suivi et proposer des activités d'atténuation. de manière à être sensible au genre, à l'inclusion sociale et aux conflits ;*
14. *Rechercher spécifiquement l'alignement avec les cadres de suivi des projets ESPER et LTP ;*
15. *Géo référencer les données (ménages, bassins versants, marchés) ;*
16. *Formuler des recommandations correspondant à la zone cible par rapport aux domaines de résultats ;*
17. *Formuler des recommandations pour un système de suivi et évaluation pour mesurer les progrès et les résultats pendant la mise en œuvre du projet ;*
18. *La collecte des données pour le suivi doit être autant que possible intégrée dans les opérations et être une responsabilité du personnel du projet ;*
19. *Les données de suivi doivent être enregistrées et traitées au niveau local et agrégées au niveau du projet ;*
20. *Le consultant, en coordination avec TRIDE, recommandera un système avec le logiciel de base de données le plus approprié pour le suivi. Ceci devrait prendre en compte la variété des données à collecter et à gérer dans un projet intégré comme TRIDE, La compatibilité avec les autres logiciels utilisés dans le projet et par les ministères ou par d'autres organisations importantes au Congo.*

**Responsabilités du consultant :**

* + *Utiliser le cadre de suivi du projet (voir tableau 1) pour concevoir la base de référence.*
  + *Compréhension des TdR, compréhension des valeurs de TRIDE, plan d'action avec méthodologie, instruments, planification du travail, y compris proposition financière.*
  + *Rapport de démarrage (correction du plan d'action après avoir été sélectionné).*
  + *Effectuer la collecte et l'analyse des données*
  + *Informer ZOA chaque semaine des résultats et des prochaines étapes.*
  + *Proposer des simplifications et des améliorations au cadre de suivi et évaluation du projet .*
  + *Harmoniser avec TRIDE, un cadre de suivi simplifié comme résultat principal de la consultation.*
  + *Formuler des recommandations pour le cadre de suivi et l'évaluation.*
  + *Session de validation. Présenter, discuter et valider les résultats et les recommandations*
  + *Rapport final avec résumé/ppt avec éléments audiovisuels pour présentation*
  + *Fournir les données brutes (notes d'entretien, ensembles de données) en annexes*

***Principes directeurs***

*Principes pour guider la mise en œuvre de l'étude de base :*

* *S'appuyer sur et utiliser les données existantes et l'analyse des études (de base) précédentes de projets similaires. Concentrer les efforts pour combler les lacunes et mettre à jour les informations.*
* *Soyez respectueux et sensible aux différentes identités, genre, classes socio-économiques, croyances religieuses, ethnies, éducation et âges, ainsi qu'à leur interaction avec le conflit et la consolidation de la paix.*
* *Utiliser et s'appuyer autant que possible sur les indicateurs définis par le ministère des Affaires étrangères, les SDGs les cadres de suivi nationaux et les besoins de rapporter dans le système IATI.*
* *Conformément aux principes directeurs en termes de qualité et d'éthique fournis par le département d'évaluation du ministère néerlandais, les équipe adhère aux principes de l'OESO/DAC de l'aide au développement et aux normes d'évaluation de l'OESO/DAC (telles que l'indépendance, l'objectivité, la transparence, la validité, la fiabilité et la facilité d'utilisation).*
* *Les ménages bénéficiaires sont au cœur de l'analyse. N'oubliez pas que la base de référence doit contribuer à la compréhension de la situation des familles et de ce qu'elles peuvent faire pour améliorer leur vie et celle de leur communauté. Utiliser des méthodes participatives et inclusives.*

***Méthodologie***

*L’approche méthodologique sera proposée par le consultant dans sa proposition, puis discutée et validée entre le (la) consultant(e), l’équipe du projet et les partenaires de mise en œuvre du projet avant le début de la collecte de données sur le terrain. Le (la) consultant(e) utilisera différentes techniques de collecte de données : revue documentaire, observation directe, discussions en groupe, interviews avec des informateurs clés, pour établir une ligne de base pour les indicateurs clés et autres jugé pertinents qui seront validés par ZOA. Les outils de collecte de données seront conçus par le consultant et validés par les membres de l’équipe du projet.*

*La méthodologie suivra les étapes clés suivantes :*

*•* ***Phase préparatoire*** *: Les documents clés du projet (project document, cadre logique, plan de suivi et évaluation) vont être soumis au consultant ; ce qui permettra de concevoir ensemble avec l’équipe du projet un questionnaire pour la collecte de données.*

*Le (la) consultant(e) aura donc à faire : o Une revue documentaire. Le consultant devra s'appuyer sur les bases de données, études et analyses existantes provenant d'autres projets ou sources.; o Préparer un plan de travail conjointement avec l’équipe du projet ; o Finaliser la méthodologie de l’étude, la présentation de l’échantillonnage, le développement du guide pour les discussions en groupes (focus groups) et pour les entretiens avec les informateurs clés, et aussi finaliser le questionnaire pour les données quantitatives. Il est important de comprendre et d'obtenir les points de vue des acteurs clés dans chaque contexte, tels que les chefs de village, les femmes leaders ou le personnel clé des autorités gouvernementales locales. L'étude de base doit au moins inclure : Une enquête sur les ménages o La méthodologie devra être validée par l’équipe du projet.*

*•* ***Travail de terrain****. Le travail de terrain aura lieu dans les cinq chefferies ciblées par le projet, ou dans un échantillon représentatif de la population et du contexte des localités ciblées. Durant le travail de terrain et avec l’appui de l’équipe du projet le consultant aura à : o Former les enquêteurs et rapporteurs o Organiser le test du questionnaire ; o Superviser la collecte de données ; o Trianguler les données ; o Conduire les discussions des focus groups. Coordination avec les coordinateurs partenaires du consortium pour obtenir des informations sur les sujets spécifiques et pour s'aligner sur les études pendant la phase de démarrage.*

***• Encodage*** *(données quantitatives avec l’appui d’un encodeur)*

***• Analyse de données*** *(interprétation des résultats situés dans le cadre du projet et le contexte, et une compréhension détaillée d’importance/ d’impact des résultats des activités et résultats prévues du projet.)*

***• Produire un draft du rapport d’analyse***

*•* ***Produire un rapport final,*** *qui prendra en considération les commentaires des membres de l’équipe du projet ainsi que ceux des partenaires de mise en œuvre et fournira des recommandations claires pour la mise en œuvre du projet. Il sera accompagné d’une mise à jour du cadre logique avec les données de base liés aux indicateurs dont les cibles dépendent de l’étude de base, avec une proposition de cibles à atteindre à mi-parcours et à la fin du projet. L’équipe du projet y compris le chef de projet, le chargé du contrôle qualité et le chargé de suivi et évaluation de ZOA accompagneront le (la) consultant (e) dans la mise en œuvre de toutes ces tâches.*

*Au-delà de ces principes et étapes méthodologiques généraux, ZOA et l’équipe de projet sont aussi ouvertes à des propositions de méthodologies innovantes. Les données doivent être géo référencées. L'utilisation d'outils TIC innovants pour la collecte et l'analyse des données est encouragée.*

*Cartographie et observations structurées pour analyser les dynamiques de marché existantes en relation avec les interventions proposées en matière de moyens de subsistance et d'opportunités d'emploi, car il s'agit du domaine clé de la littérature d'intervention, des études, etc.*

***Chronogramme***

*L’étude de base va avoir lieu au courant des mois d’octobre et décembre 2021. Le (la) consultant(e) soumettra un plan de travail avec les dates spécifiques qui seront validées par l’équipe du projet avant le début effectif de la consultance. Une première restitution des résultats bruts sera organisée au retour de la collecte de données sur terrain en faveur de l’équipe de projet et des partenaires de mise en œuvre.*

*Un draft du rapport sera soumis à la fin de la collecte de données et ZOA aura un maximum de deux semaines pour donner ses commentaires. Le rapport final devra prendre en compte ces commentaires. Une restitution finale des résultats de l’étude de base sera organisée à profit des équipes de projet, des partenaires et de tous les acteurs concernés.*

***Rapport final***

*Le rapport final aura un maximum de 40 pages (moins les annexes), et il aura les sections suivantes :*

*• Résumé exécutif*

*• Introduction*

*• Contexte (description du projet)*

*• Objectifs*

*• Méthodologie et ses limites*

*• Les résultats clés et analyses compréhensives*

*• Conclusions et recommandations*

***Produits livrables***

* *Rapport de démarrage avec plan de travail et méthodologie détaillée*
* *Cadre de suivi final avec indicateurs et cibles en accord avec TRIDE*
* *Rapport brouillon* *(anglais et français)*
* *Rapport final (anglais et français)*
* *Sommaire du rapport non technique pour la distribution entre parties prenantes locales.*

**Compétences requises**

Le consultant principal est titulaire d'un master en Etudes du développement, en administration publique ou commerciale, en statistiques, en économie rurale, en sciences politiques ou en sciences sociales.

* Être légalement établi en RDC
* Minimum de 10 ans d'expérience
* Minimum de 4 études de base en Afrique
* Connaissance des outils innovants de collecte et d'analyse de données, et de systèmes de suivi
* Connaissance du développement rural au N Kivu et au S Kivu.
* Avoir l’expertise dans plusieurs des principaux sujets de l'étude : agriculture, chaîne de valeur, gestion de l'eau, coopératives rurales, développement économique local,
* Avoir une expertise des approches sensibles au genre, inclusives et aux conflits et de durabilité environnemental.
* Langues : Français, swahili, anglais

**Procédure de recrutement**

Le dossier de candidature du postulant intéressé par l’offre contenant une proposition technique avec plan de travail, méthodologie et proposition financière. Profil professionnel avec **Curriculum vitae (max 3 pages)** des membres clés de l'équipe qui mettront en œuvre l'étude de base. L**a copie de la carte d’identité et les attestations de services rendus** (y inclus 3 références professionnelles) :

* *Envoyé à l’adresse email ci-après :* [***recrutementzoa-drc@zoa.ngo***](mailto:recrutementzoa-drc@zoa.ngo) *avant le 25 octobre 2021 à 12h00 en indiquant le poste et son code comme sujet du mail ;*
* *Et/ ou Déposé en physique aux bureaux de ZOA Bukavu et Goma, sis respectivement au* ***n°80 sur l’avenue du Gouverneur*** */* ***Bukavu*** *et/ou* ***au n° 10 Sur l’avenue des orchidées / Goma.***

*Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour participer à la procédure de recrutement ( interview). Les dossiers ne correspondant pas au profil ci-dessus ne seront pas considérés.*

Fait à Bukavu, le 11 octobre 2021

Pour ZOA RDC

**Gerrit Noordam**

D*irecteur Pays*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Annex: Monitoring Framework TRIDE** | | |  |
|  |  |  |  |
|  | **Outcomes / outputs** | | **Indicators** |
|  | **1** | **Access and security of land tenure by smallholders is improved to reduce land-related conflicts** |  |
|  | **# of landless farmers who got medium/long term access to land within concessions (by signing a contract of minimum 5 years)** |
|  | **# of people from different ethnic groups who claim that conflicts over land (security/access) have decreased** |
|  |  |  |  |
|  | 1.1 | **Provincial land intervention strategies are developed and adopted by the provincial governments of North and South Kivu** | # of SPIF developped |
|  | 1.2 | **Farmers who rent land on a short-term basis in concessions have medium/long-term (minimum of 5 years contract) access to the land,** | # of hectares of land made available through lease contracts for smallholder farmers within those concessions |
|  | 1.3 | **Rural land collective plans are adopted in TRIDE's target territories and co-ownership titles are established** | # of co ownership titles developed with collective land use plans |
|  | 1.4 | **Agricultural cadastres are recognised, implemented and operational in both provinces and agricultural and pastoral lands are identified and mapped in the target territories** | # of agricultural cadastre offices are established and operational |
|  | 1.5 | **Appropriate solution mechanisms to address problems related to inter-community conflicts are implemented with the involvement of Local, Provincial and National authorities.** | # of social armistices on inter-community conflicts negotiated by the authorities, concluded and signed and respected by the parties |
|  | **2** | **Integrated Water Resources Management is strengthened to promote resilient agricultural systems in North and South Kivu** | **# of households with increased productivity at farm level** |
|  | **Change in crop yield per unit of water used over time** |
|  | **Degree of integrated water resources management implementation (0-10)** |
|  |  |
|  | **# of HH with increased food & nutritional situation from improved dietary intake (FSC)** |
|  |  |  |  |
|  | **2.1** | **Good land stewardship and resilient farming systems are scaled up and promoted through the PIP approach** | # of hectares of farmland with >2 conservation/resilient farming practices |
|  | # of farm HH with improved land steward,diversified crops, and activities (farm and off-farm) for their resilience |
|  | **2.2** | **Local and provincial land use and sustainable watershed management plans are developed** | # of people benefitting and area covered by landuse / integrated water resources management in the watershed |
|  | **2.3** | **Soil degradation in the intervention area is reduced and land restoration is being undertaken at a large scale through collective actions.** | # of hectares restored |
|  | **2.4** | **Irrigation water infrastructures are rehabilitated and built with the support of the project and community participation,** | # of irrigation schemes and hectares rehabilitated or built |
|  | **2.5** | **Increased commitment of Local, Provincial and national authorities to integrated water resource management and resilient agricultural.** | # of decisions, policies taken at local, provincial and national levels that promote IWRM practices, resilient agricultural |
|  |  |  |  |
|  | **3** | **Local economy is revitalized through inclusive development and profitable value chains and the market system** | **# of jobs created for youth, women and men and other economic activities supported by the project** |
|  | **Average increase in income per household in target villages** |
|  | **Average % increase in income of value chain actors and other actors (women,men, youth per ethnic groups)** |
|  |  |  |  |
|  | **3.1** | **Security and patrimonial governance problems (corruption, harassment, illegal taxes and barriers) hindering the development of value chains are addressed through a multi-stakeholder partnership approach,** | # of actions, decisions taken by governments at local, provincial and national levels to mitigate insecurity and patrimonial governance problems in the intervention area |
|  | # of operational security plans (PAS) implemented at Groupement level |
|  | **3.2** | **Value chain actors improved their capacities and have better access to finance through microfinance institutions** | # of value chains actors and others people who accessed to formal loans/ second indicator volume of loan |
|  | **3.3** | **Farmers (women, men and youth from different ethnic groups) have improved their production per hectare and income for the targeted value chains** | Average % increase in production per hectare |
|  | **3.4** | **Organised groups of entrepreneurs (women, men and young people) are promoted in all PIP villages on the basis of the integrated collective plan (PIC)** | # of women, men and youth who started a collective micro-enterprise (PIC) |
|  | **3.5** | **Better functioning of cooperatives and support institutions for agro-pastoral value chains are improved** | # of cooperatives well managed with functioning governance structure |
|  | **3.6** | **Home-based or larger-scale processing facilities and innovative post-harvest activities are introduced and enhanced** | # of viable processing facilities (home based and large scale) introduced and strengthened by the project |
|  | **3.7** | **Farmers have better access to local, urban and regional markets** | Proportion of production sold locally (%) per household in the target area |
|  | Number of commercial contractual agreements negotiated and signed between cooperatives and other groups of small producers and market actors in the different value chains (suppliers, buyers)# cooperatives with access to reliable markets |
|  | Quantity (Nb of Kg) of target value chain products marketed in urban centers by cooperatives and other structures involved in marketing |
|  | **3.8** | **State actors and support institutions have improved their services for a value chain-friendly business environment** | # of decisions taken by state actors to improve the business climate in project areas |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Security issues in the TRIDE context (** | | | # of security incidents whereby communities / citizens are harassed or attacked by militia members |
| # of attacks targeting TRIDE staffs and assets specifically within the intervention area by militia |
| # of security incidents whereby local communities /civilians are attacked, looted and killed within the TRIDE area |
| # of security incidents whereby members of the armed forces harass, arbitrarily arrest, impose illicit fines and engage in illicit resource exploitation or smuggle activities |
|  |
| # of inter group conflicts mostly resulting from conflicting interests and claims to natural resources, but also due to migratory flows and the presence of refugees and IDPs |